

Enquête sur une figure peu connue du monde rural : le *ranchero* du Mexique

Odile HOFFMANN* et David SKERRITT**

INTRODUCTION

Pendant longtemps, la recherche académique sur le monde rural au Mexique a insisté sur les figures extrêmes du latifundiste-*hacendado* d'un côté, du paysan-indien de l'autre, en négligeant l'étude d'une figure intermédiaire, celle du *ranchero* (1). Celle-ci était au contraire largement diffusée par la culture populaire à travers la musique *mariachi*, les *corridos* ou ballades qui content les mésaventures amoureuses ou guerrières (pendant la révolution de 1910) de ces « hommes à cheval », et tout particulièrement le cinéma avec les innombrables films qui montrent le *ranchero* comme un homme valeureux, travailleur et indépendant, coureur de jupons à l'occasion, « macho » mexicain par excellence. En revanche, les rares travaux scientifiques qui traitent de ce sujet le classifient simplement comme un « petit bourgeois rural » (SCHRYER, 1986), réduisant cette figure complexe à une catégorie unique. Ces dernières années toutefois, la multiplication des recherches régionales a conduit à une réévaluation du rôle tenu par les *rancheros* lors de tous les grands événements du Mexique contemporain : l'Indépendance, la Réforme, la Révolution.

* Géographe, chargée de recherche à l'Orstom, 213 rue La Fayette, 75480 Paris cedex 10.

** Historien, Universidad Veracruzana, Centro de Investigaciones Historicas, Ap. Postal 369, Xalapa 91000, Veracruz, Mexico.

(1) Nous avons choisi de conserver le terme espagnol et les adjectifs correspondants, dans la mesure où les traductions « simples » ne reflètent jamais qu'un des aspects du phénomène *ranchero* : éleveur, fermier, moyen producteur, petit notable, membre de la bourgeoisie rurale, etc.

Nous souhaitons ici participer à cette réévaluation, avec une analyse des *rancheros* à trois niveaux : continental, national et local. Les deux premiers se fondent principalement sur la littérature publiée, souvent déjà ancienne, et servent de points de référence, spécialement dans l'étude des processus de genèse et consolidation du groupe *ranchero*. Le niveau local reprend les résultats de travaux de recherche menés indépendamment par les deux auteurs (HOFFMANN dans le municipe de Xico, SKERRITT dans les municipes de la côte) dans la région centre de l'État de Veracruz.

Cette région s'étend depuis les hauteurs de la Sierra Madre orientale à l'ouest, avec des sommets qui dépassent les 4000 mètres d'altitude, jusqu'à la plaine côtière qui longe le golfe du Mexique à l'est (fig. 1).

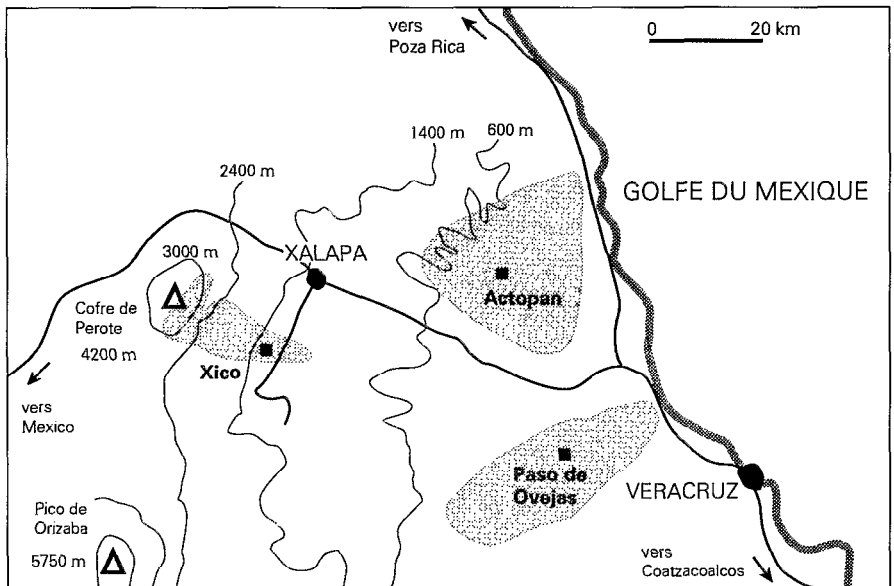


FIG. 1. — Région Centre-Veracruz et localisation des études de cas.

La capitale, Xalapa, est entourée d'une frange caféière qui va de 1400 à 900 mètres d'altitude environ. En amont, les versants de la sierra sont couverts de pâturages et de forêts, et de parcelles de maïs autour des villages. En aval, les terres plus sèches sont en majorité utilisées comme pâturages extensifs, et pour des plantations d'arbres tropicaux (mangues, papayes). Les études de cas portent sur des *municipes* (équivalent grossier des communes françaises) où l'élevage est important :

— Xico, situé vers 1400 mètres, abrite un élevage mixte, embouche et laitier, caractéristique des zones de montagne dans l'ensemble de l'État ;

— le *municipio* d'Actopan, situé sur les marges arides de la *meseta* qui débouche sur la côte, est une vieille zone d'élevage extensif, naisseur et d'embouche, de même que Paso de Ovejas, dans la plaine côtière.

Les échanges et les discussions sur les expériences locales distinctes nous amenèrent peu à peu à une réflexion commune autour de la figure de l'éleveur-*ranchero*, qui apparaissait à chaque fois comme un acteur local de premier ordre, capable dans bien des cas d'imposer ses propres intérêts à la communauté paysanne, mais aussi de jouer le rôle de médiateur face à « l'extérieur » et à la société environnante (*hacendados*, commerçants, institutions d'État). On ne peut plus accepter les interprétations fondées sur une polarisation de la campagne entre éleveur-*hacendado*/latifundiste d'une part, paysan-minifundiste/Indien d'autre part. Il est indispensable de comprendre la place que le *ranchero* a occupé et occupe dans le monde rural, et les liens qu'il établit avec les divers acteurs locaux.

LA CONSTRUCTION HISTORIQUE DE L'ÉLEVEUR-RANCHERO

La conquête de l'espace

Lorsque les Espagnols arrivent sur les terres de la Nouvelle Espagne (ou ailleurs), ils imposent, pour asseoir leur domination, un certain nombre d'impératifs religieux, idéologiques, politico-administratifs, économiques et militaires. Dans les villes et autour des centres d'activité économique (les mines, par exemple), les mécanismes de domination sont relativement explicites. Dans les endroits de moindre importance directe pour le projet de conquête et de colonisation, le processus d'occupation est moins clair. Ces espaces sont précisément ceux sur lesquels évolue le *ranchero*.

Ainsi, au nord et à l'ouest du Mexique actuel, la conquête se manifeste d'abord au plan politique et militaire. L'occupation territoriale était indispensable pour créer un espace tampon entre les espaces barbares du nord et ce que nous pourrions appeler le cœur économique de la colonie, soit les mines et l'agriculture du Bajío (actuel état de Jalisco au nord-ouest de Mexico), tout en assurant en même temps la défense et l'approvisionnement de ce dernier. Jusqu'à la fin du xviii^e siècle au moins, les administrations centrales ont favorisé la formation de colonies militaires de petits agriculteurs et d'éleveurs. Ceux-ci devaient

veiller à leur reproduction matérielle et au contrôle physique des territoires sur lesquels ils étaient établis, territoires fréquemment menacés par les incursions de bandes d'Indiens nomades (KATZ, 1990).

Dans le centre de l'État de Veracruz, la face militaire de la conquête n'était pas aussi déterminante qu'au nord et à l'ouest du pays; les *rancheros* y partageaient cependant les mêmes conditions générales d'isolement, sur un espace composé de plateaux, de sierra et de terres semi-arides, coupées par de profonds ravins qui rendent difficile aujourd'hui encore la communication avec les marchés centraux. Tout au long de l'époque coloniale et durant le XIX^e siècle, l'insécurité était constante et le *ranchero* devait assurer sa défense personnelle et celle de l'ordre public à l'extérieur des chefs-lieux administratifs. Ainsi, à la fin du XIX^e siècle, les colons établis sur des latifundia pouvaient, s'ils étaient en nombre suffisant dans leur communauté, constituer légalement leur propre corps de police. Dans les *rancherías*, entités de moindre importance, l'administration déléguait ses pouvoirs aux *rancheros* (administration de justice, gestion, etc.).

Peu à peu, le processus qui avait commencé par l'établissement de colons sur des terres isolées sur lesquelles ils imposaient leurs propres lois, s'acheminait vers la production et le contrôle d'espaces de type urbain : le chef-lieu municipal devenait le centre de leur territoire, leur point d'ancrage.

L'élevage comme instrument de conquête des espaces

Bien avant l'arrivée de Christophe Colomb sur les côtes américaines, les Espagnols concevaient l'élevage et tout particulièrement l'élevage bovin, comme un instrument de la conquête ou, dans leur cas, de reconquête de la péninsule ibérique. En effet, cette activité s'étendait au fur et à mesure que les forces ibériques avançaient vers le sud et déplaçaient les Maures. De par le caractère extensif de son exploitation, l'élevage permettait ou exigeait l'occupation de grandes quantités de terres et s'adaptait aux faibles quantités de main-d'œuvre existantes sur ces espaces qui revêtaient l'aspect d'une frontière politico-militaire et culturelle (BISHKO, 1952).

L'expérience ibérique fut transposée en Nouvelle Espagne et dans d'autres régions qui constituent le Mexique d'aujourd'hui, processus d'autant plus aisé que les premiers colonisateurs provenaient de ces régions d'Espagne qui avaient démontré le bien-fondé de l'expansion de l'élevage durant les deux siècles antérieurs.

Si l'élevage établi aux frontières et dans les régions dépeuplées était juridiquement protégé et s'inscrivait dans le cadre d'une conquête

totale de l'espace et de la société, l'occupation territoriale dépendait plus de la capacité individuelle des occupants à réclamer, à utiliser et à défendre les ressources. La notion de propriété allait peu à peu se développer, mais en fonction surtout de la taille du troupeau possédé (2). Le peuplement autochtone étant faible ou inexistant, et les conquistadors encore peu nombreux à coloniser ces nouveaux espaces, les terres furent conçues dans un premier temps comme un bien illimité. Les mesures n'avaient pas d'importance, pas plus que n'en avait la définition précise d'un territoire appartenant à tel *rancho* ou à telle hacienda. La notion de propriété était flexible, et faisait plutôt référence à l'espace sur lequel le troupeau circulait; elle permettait même le mélange d'animaux venant de différentes exploitations (avec ou sans conflit entre les propriétaires respectifs). Il existe encore à la fin du XIX^e siècle dans la région d'Actopan diverses tentatives pour délimiter clairement les terres de plusieurs propriétés en conflit; il ne s'agit pas uniquement d'affrontements classiques entre communauté indigène et hacienda, mais également d'affrontements entre propriétaires espagnols et métis. Il n'est pas impossible de trouver encore aujourd'hui des *rancheros* de la région qui connaissent le nombre exact de têtes de bétail qu'ils possèdent, mais ignorent le nombre d'hectares que couvre leur propriété.

Chaque frontière avait cependant ses particularités et elle changeait avec le temps. Au XIX^e siècle, aux États-Unis et au Canada, les frontières connaissaient des changements constants. Selon STRICKON (1965), l'extension des réseaux de communication et la croissance des marchés urbains ont provoqué l'avancée progressive de la frontière vers l'ouest: les terres vouées à l'élevage dans un premier temps entrèrent dans une logique mercantile. L'éleveur frontalier (*frontiersman* ou *cattle-rancher*) devait soit s'adapter à une agriculture ou un élevage plus intensif, soit déménager et s'établir sur une nouvelle frontière située plus à l'ouest. Ce procès d'expansion marchande s'accompagnait d'une exigence: borner et mesurer des terres ayant au départ le statut de frontière et par là-même, illimitées. La terre devint donc une ressource limitée et sujette aux forces du marché: elle acquit un prix au même titre que le capital investi dans d'autres domaines (les animaux). Deux conceptions de la propriété virent donc le jour au cours du siècle, l'une occupant peu à peu l'espace de l'autre.

(2) Selon Rivière (1972) « la plupart des *rancheros* (du nord du Brésil) n'ont aucune idée de la superficie de leurs terres, et ils prennent pour mesure la quantité de têtes de bétail possédées ». De même dans la région d'Actopan au XVII^e siècle, un rapport paroissial sur l'élevage et sa rentabilité ne mentionne pas les surfaces mais seulement les tailles de troupeaux et les taux de croissance (Archivo Parroquial de Actopan, Confrérie du Santísimo Señor Sacramentado).

Durant la transition, l'éleveur entrait en compétition avec l'agriculteur qui empiétait sur l'espace que l'on jugeait destiné exclusivement au pâturage. Si, d'après STRICKON (1965), ce conflit a été exagéré par le cinéma, l'opposition élevage bovin-agriculture n'en reste pas moins réelle et n'est pas explicable uniquement en termes de productivité. L'image de lui-même que s'était forgé le *ranchero*, individu « libre » sur les espaces pionniers de la plaine, venait se heurter à celle de l'agriculteur plus intégré aux structures administratives de l'État en formation.

La situation en Nouvelle Espagne était à la fois semblable et différente de celle de l'Amérique du nord. Semblable puisqu'il s'agissait là aussi, aux yeux des Espagnols, de « nouveaux territoires » à coloniser. Différente dans la mesure où, au moins en ce qui concerne l'État de Veracruz, il serait difficile de parler de frontière au même titre que pour le Brésil, les États-Unis ou le Canada, dès lors que cet État était traversé par les voies de communication qui allaient de l'altiplano à la côte, c'est-à-dire de la capitale coloniale au principal port d'embarquement vers la métropole. Au tout début de la conquête, la propriété ou l'usufruit de la terre revenait presque exclusivement aux Indiens : les Espagnols s'approprièrent les excédents de la production ou du travail de ces derniers. Mais bientôt les dotations royales de terres engagèrent les Espagnols dans la logique de la propriété privée et de l'usufruit de la terre pour leur propre compte. Malgré toutes les déficiences du bornage et les libertés que prenaient de nombreux concessionnaires, les terrains furent dotés de limites fixes, aussi bien pour les Indiens que pour les Espagnols. Sur ces espaces, et tout particulièrement sur ceux qui étaient situés près des côtes, l'hacienda ou le *rancho* d'élevage devinrent les formes principales d'exploitation du sol.

Apparition et formation du *ranchero*

En Nouvelle Espagne, la constitution des *ranchos*, et la formation des *rancheros*, suivirent deux voies parallèles : l'une résultant de la « réduction », et l'autre de l'« extension » de propriétés antérieures.

Dans le premier cas, il s'agissait de familles d'Espagnols qui avaient bénéficié des dotations royales de terres octroyées par la couronne. Les premiers bénéficiaires étaient des propriétaires absentéistes : ils déléguaient l'exploitation de leurs terres d'élevage à un administrateur qui leur faisait parvenir les rapports (gains ou pertes) dans les villes de Xalapa, Puebla ou Mexico. Parfois, le propriétaire se libérait complètement du travail de ses terres et en louait de grandes parties, ou même la totalité, à d'autres Espagnols aisés. La terre étant sujette à la division héréditaire, certains enfants décidaient de vendre leurs

portions héritées à leurs frères ou à d'autres cohéritiers afin de conserver une certaine viabilité de l'unité; dans d'autres cas, les terrains étaient aliénés à un tiers. Ce système entraîna le morcellement de la propriété et changea la mentalité de quelques propriétaires qui entreprirent un type d'exploitation directe de l'élevage en installant en permanence un membre de la famille sur la propriété. De ce fait, ces propriétaires étaient plus directement insérés dans les structures sociales locales. En effet, si les grands propriétaires fonciers exerçaient depuis le début une certaine domination sur l'ensemble de la société locale, leur pouvoir s'appuyait sur la ville, la noblesse et les pétitions à la couronne ou encore par le clergé. Une fois devenus *rancheros* par « réduction », ils entretenaient une relation plus étroite avec la communauté indienne ou la population noire et mulâtre : le chef-lieu administratif de leur contrée vint à constituer un centre de convivialité, de financement et ils ne se déplacèrent plus autant dans les grandes villes « des Espagnols ».

Si ceux-là étaient des propriétaires, leur pratique différait de celle de leurs semblables américains ou brésiliens. Posséder des terres signifiait posséder un bien limité, accaparé et mesuré depuis longtemps. Le processus de réduction du patrimoine familial réalisé dans ces circonstances n'obéissait pas aux exigences d'une stratégie individuelle ou familiale d'exploitation de l'élevage. Dans un contexte où le latifundium dominait encore, le *rancho* par « réduction » était à la recherche de terres, soit pour son troupeau, soit pour ses fils mariés, soit encore comme dot pour les filles. Il cherchait ces terres sur les espaces délaissés par les latifundistes absentéistes, rejoignant parfois le second type de *rancho*, le *rancho* « par extension ».

Dans ce deuxième cas de figure, il s'agissait de producteurs qui n'étaient pas encore fermement ancrés dans la propriété privée, et qui s'installaient sur les espaces cédés par le latifundium. C'était au départ des gardiens de troupeau, blancs pour la plupart, qui constituaient la main-d'œuvre du propriétaire du terrain. Mais dans la mesure où il s'agissait d'un élevage extensif à l'extrême, rien ne les empêchait d'avoir leurs propres têtes de bétail et de disposer d'espaces où les faire paître (3). Les travailleurs pouvaient même envisager d'établir leur propre *rancho* au sein de l'espace du latifundium en tant que fermiers. La logique d'une exploitation individuelle et familiale prédominait au sein de l'univers de ces producteurs. Le

(3) Nous n'avons pas de données suggérant un système similaire à celui mentionné par Rivière pour le Nord du Brésil, à savoir un paiement proportionnel au nombre de naissances de veaux chaque année. Cependant, les travailleurs profitaient de l'isolement et des difficultés d'administration propres au latifundium pour acquérir du bétail et l'élever illégalement.

grand propriétaire foncier, leur maître lointain, commençait à gêner l'expression achevée de cette individualité. Pour le *ranchero*, le latifundiste devenait réellement un obstacle à l'obtention de la propriété privée de la terre.

On note par ailleurs l'établissement de communautés entières au sein du latifundium. Citons le cas de Alto Lucero, dans la région d'Actopan, fondé vers 1718 par un groupe d'Espagnols modestes et pauvres qui occupèrent une portion de l'hacienda de Tortugas en tant que fermiers (RIVADENEYRA DE GUEVARA, 1972), avant de revendiquer et d'obtenir des terres en propriété, plus d'un siècle plus tard.

Plus à l'ouest, les franges montagneuses délaissées par les *hacendados* furent peu à peu accaparées par les immigrants espagnols au cours du XIX^e siècle. À Xico, un groupe réduit de migrants (une demi-douzaine de familles au départ) accumulèrent parcelle après parcelle, par achats successifs et souvent modestes, jusqu'à contrôler, dans les années vingt, tout l'espace d'élevage inséré entre la zone caféière de Xalapa et les zones d'altitude au-dessus de 2500 mètres.

La migration, la mobilité physique, était déterminante pour acquérir un espace. Les *rancheros* en formation étaient à la recherche de terrains disponibles, à louer ou à acheter. Le cas d'Actopan l'illustre bien : depuis la fin du XVIII^e siècle, on assiste à un déplacement qui va de la vallée centrale vers les terrains les plus retirés, antérieurement accaparés par les latifundistes. Le processus s'accélère vers 1830-1840, années où la population locale augmente de manière significative. Ces migrations s'effectuaient cependant sur des distances relativement courtes et les liens d'origine n'étaient pas forcément rompus. À Xico, en revanche, les migrants venaient d'Espagne et rompaient leurs attaches européennes. Ils retrouvaient toutefois sur place des parents, et recréaient des réseaux familiaux qui les orientaient lors de leur recherche de terres à exploiter, et plus tard à acheter. Souvent les migrants effectuaient ainsi un « parcours » qui les menait de Veracruz (le port) à Xalapa (la capitale), avant de se fixer dans ce *municipio* relativement isolé.

Vers la fin du XIX^e siècle, on pouvait encore reconnaître les deux types de *rancheros*, par réduction et par extension. S'ils se caractérisaient par la même logique de reproduction matérielle et culturelle liée à l'élevage, ils n'avaient pas la même relation légale à la terre. Ils aspiraient cependant tous deux à la propriété de la terre, aspiration stimulée par l'idéologie libérale alors en vigueur dans le Mexique indépendant. Les législations des gouvernements mexicains de l'époque n'étaient pas très éloignées de celles des États-Unis qui essayaient de mettre un frein au contrôle foncier illimité que les grands éleveurs prétendaient exercer. On proclamait d'un côté l'idée sacro-sainte de

la propriété privée et de l'autre, celle d'un acteur intermédiaire qui devait occuper une place prédominante au sein de cette forme de propriété foncière.

Le libéralisme mexicain s'accommodait parfaitement du *rancho*, produit de l'époque coloniale et qui répondait à ses exigences. Toutefois dans le centre de l'État de Veracruz, on peut difficilement affirmer que le *rancho* ait été le bénéficiaire classique des programmes libéraux, c'est-à-dire de la série de lois qui proposaient et souvent permettaient la répartition des terrains appartenant aux corporations ecclésiastiques et aux communautés indiennes. Dans la communauté de Chicuasen (*municipio* d'Actopan), dont les terres communales furent réparties dans les années 1860, on ne note aucun procès d'accumulation et de concentration venant de propriétaires locaux ou de spéculateurs étrangers, tel qu'on a pu l'observer à maint endroit du pays dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. À Xico, les terres communales distribuées dans un premier temps aux Indiens ont finalement été accaparées par de grands propriétaires qui venaient d'ailleurs, de Mexico ou Puebla. Les propriétaires locaux, les nouveaux *rancheros*, ne sont intervenus que temporairement et partiellement dans ce processus.

L'essor du marché des terres s'est fait en quelque sorte en marge de la législation et du discours politique. C'est précisément le cas, à partir de 1830, des *municipes* de Puente Nacional et de Paso de Ovejas, où le latifundium de Acazonica a été morcelé. D'un côté, de nouvelles haciendas se sont créées, et de l'autre, des *rancheros* possédant quelques biens, ou qui louaient des terres sur le latifundium, accédèrent à la propriété privée (SKERRITT, 1989). Autour de Coatepec et de Xalapa, les grandes unités territoriales commençaient également à céder des espaces aux producteurs plus modestes, et les cultures de plantation concurrent un essor parallèle à celui de l'élevage bovin (ACOSTA, 1982; LEON FUENTES, 1983; BERMUDEZ, 1987; HOFFMANN, 1988). À Actopan, la rupture avec le pouvoir latifundiste fut plus tardive et ce n'est qu'après 1880 que de petits et moyens producteurs éleveurs et agriculteurs purent accéder à la propriété. Les premiers à profiter de ce que l'on a appelé la « colonisation » de l'hacienda de Tortugas furent les descendants des familles espagnoles qui s'étaient établies à Alto Lucero dès le début du XVIII^e siècle (SKERRITT, à paraître). Ils acquirent généralement des terres qu'ils exploitaient déjà et certains purent acheter des terres plus lointaines.

Culture et identité *ranchera*

L'élevage introduit de l'extérieur par la conquête a joué un rôle important dans la constitution de l'identité *ranchera*, par la différenciation sociale, et raciale, qu'il impliquait.

En Nouvelle Espagne comme dans la reste des colonies ibériques, de nouvelles catégories sociales et raciales se constituèrent à partir de la conquête : les « castes » (terme employé dans les documents d'époque), fondées sur la couleur et comprenant une vaste gamme de degrés clairement spécifiés (*blancos, mestizos, indios, negros, mulatos, pardos, lobos, castizos*, etc.). La distinction principale employée par l'administration coloniale de la Nouvelle Espagne était celle établie entre les « gens de raison » (l'Espagnol) et les Indiens.

Chacun de ces deux groupes principaux avait ses territoires explicitement délimités et ses propres formes d'administration, à différence des autres castes dont les droits n'étaient pas aussi précisément spécifiés. De même, aux États-Unis, la politique qui a consisté à installer au XIX^e siècle les Peaux-Rouges dans des réserves impliquait une distinction raciale formalisée et un statut différencié.

Ces concepts, qui ont pris des formes juridiques différentes selon les époques, ont cimenté la notion de l'autre et d'une stratification sociale et culturelle rigide. Ce fait n'est peut-être pas exclusif du phénomène *ranchero* et de l'élevage bovin, mais il en a été fortement marqué. Rivière observe en 1950 au nord du Brésil que les *rancheros* continuent à s'identifier comme *civilizações* par opposition au *caboclo* ou amérindien non tribal. On retrouve ce phénomène dans le Mexique contemporain, où l'opposition *criollo* ou *ladino* versus *indio* a été notée à maintes reprises chez les *rancheros* de Veracruz. D'une façon générale, l'identification d'un individu passe toujours par sa couleur, réelle ou attribuée.

Par ailleurs, l'institution de la Mesta (instance corporative des éleveurs) introduite par les Espagnols renforça la notion d'espace privé et réservé. À la différence de la Mesta unique des éleveurs de brebis de la péninsule ibérique, la Mesta des éleveurs de bovins en Nouvelle Espagne se développa sur une base municipale, établissant une territorialité pour ses sujets. La Mesta contrôlait les mouvements de bétail, les fers pour marquer les animaux (BISHKO, 1952), de la même manière que les associations locales d'éleveurs aujourd'hui. Grâce à cette institution, l'idée du caractère exclusif de l'éleveur d'un côté et de son identification à un espace particulier, de l'autre, a pris corps peu à peu.

Parallèlement, les différences socio-rituelles s'accroissaient. La supériorité de celui qui possédait un cheval était accrue par le fait qu'un blanc pouvait entrer à cheval à la messe du dimanche tandis qu'un indien ne pouvait pas le faire. Cependant, GARCIA MARTINEZ (1987) note qu'il n'était pas rare qu'un cacique indigène obtienne l'autorisation d'utiliser un cheval, ce qui lui donnait un statut dans la hiérarchie sociale fixée par la couronne.

Au sein des structures imposées, l'élevage (ou la possession d'un plus grand nombre de bêtes) conférait un statut de supériorité sociale qui, dans un cas extrême comme celui des États-Unis, permettait de chasser, jusqu'à les exterminer, les êtres considérés comme inférieurs. Frontière, isolement, auto-défense et caste supérieure se combinaient pour forger le concept de domination : autant d'éléments forts qui façonnèrent le *ranchero*, aussi bien en tant qu'individu dans sa vie quotidienne que dans ses moments d'identification au groupe et d'action commune face aux « gratte-terre » (agriculteurs, indiens, *caboclos*, etc.) ou aux sauvages (Chichimèques, Apaches, etc.). Même lorsque les implications formelles de la ségrégation disparurent (les dates varient suivant les pays), les éléments apportés par les premiers contacts entre l'élevage d'un côté et l'agriculture ou la chasse et la cueillette des populations autochtones de l'autre, ont persisté au sein de la vision que les éleveurs-*rancheros* ont d'eux-mêmes.

NOTABLES OU CHEFS DE FACTIONS ? LES *RANCHEROS* AUJOURD'HUI

Du XIX^e siècle à aujourd'hui : la permanence des *rancheros*

À la fin du XIX^e siècle, le *ranchero* apparaît comme une figure réalisée du monde rural mexicain : il a su conquérir un espace et une place comme propriétaire et producteur, et dans le centre du Veracruz il montre sa capacité à obtenir et conserver le pouvoir politique au niveau local.

Les premières décennies du XX^e siècle marquent une nouvelle étape dans le développement des *rancheros* en tant que sujets et acteurs sociaux. Dans le nord du pays, la révolution qui débute en 1910 leur fournit l'occasion de se rebeller face aux incursions et aux pressions des grands éleveurs capitalistes sur leurs territoires (LLOYD, 1987). Dans d'autres régions, ces années troubles leur permettent d'accéder au pouvoir régional en supplantant les factions oligarchiques traditionnelles (pour l'État de Hidalgo, voir SCHRYER, 1986). Dans le centre du Veracruz, les deux décennies de révolution armée (1910-1930) laissèrent le champ libre aux *rancheros* pour affirmer et consolider leur pouvoir récemment acquis, en profitant de la fuite des *hacendados* qui représentaient leur principal obstacle à l'accès à la terre.

Pour les *rancheros* des localités étudiées ici, les années vingt représentèrent un moment critique, lorsque l'alliance entre les paysans sollicitant la terre, un gouverneur franchement agrariste et les

dirigeants du Parti communiste mexicain provoqua une vague sans précédent (ni équivalent postérieur) de dotations agraires (FOWLER SALAMINI, 1979). L'éleveur — qu'il soit *hacendado* ou *ranchero* même modeste — fut la cible principale des demandeurs de terres. Malgré l'ampleur de la répartition, en superficie et nombre de bénéficiaires (appelés *ejidatarios*), les *rancheros* subsistèrent en tant que groupe, tout en subissant selon les cas de plus ou moins grandes atteintes à leurs prérogatives antérieures. À Xico la réforme agraire mit un frein à leur expansion territoriale qui ne cessait de s'accélérer depuis la fin du siècle précédent. À Paso de Ovejas et Puente Nacional, les *rancheros* s'allièrent finalement aux paysans demandeurs de terres pour démanteler la grande hacienda d'élevage et profiter de la répartition. Dans la région de Actopan au contraire, ils résistèrent farouchement à toute tentative de répartition, à tel point qu'aujourd'hui encore la partie nord de la région apparaît sur les cartes comme une enclave de propriété privée à l'échelle de l'État (MARCHAL et PALMA, 1985).

Dans un espace relativement restreint, les *rancheros* connurent trois histoires et trois attitudes distinctes face à la réforme agraire. Leur point commun réside dans leur capacité à s'intégrer rapidement aux nouvelles structures de l'État post-révolutionnaire. Dans le cas de Paso de Ovejas, les *rancheros* apprirent rapidement, dès les années trente, la nécessité et les avantages de dialoguer et composer avec les nouvelles autorités. À Xico le processus fut plus lent et violent, mais en 1950 les *rancheros* avaient récupéré les rênes du pouvoir municipal, tout en reprenant leur rythme antérieur d'expansion territoriale. Leur retour dans les instances formelles de pouvoir local coïncida avec la formation de l'Association locale des éleveurs.

La transition de l'ancien régime au régime révolutionnaire marqua la fin de l'*hacendado* comme figure dominante du monde rural. Si, auparavant, les éleveurs se répartissaient entre *hacendados* et *rancheros*, un nouveau groupe commença alors à émerger : celui des éleveurs entrepreneurs, avec une nouvelle conception de l'organisation de la production. Le groupe des *rancheros* persista toutefois, qui se différencie des précédents par des comportements plus traditionnels et attachés aux valeurs patrimoniales héritées du long processus de formation depuis la Colonie et l'Indépendance. Si les *rancheros* sont dans leur grande majorité des éleveurs, tous les éleveurs ne sont pas et ne furent pas des *rancheros*.

À défaut de structures, organisations ou instances formellement réservées au groupe des *rancheros*, ceux-ci ont largement investi les structures sectorielles et corporatistes mises en place par l'État, et en tout premier lieu celles des éleveurs.

Les Associations locales des éleveurs (ALG) se révèlent ainsi comme les instances de représentation privilégiées (et souvent uniques) des

rancheros au niveau local. À d'autres échelles, régionale, de l'État ou nationale, les structures corporatistes des éleveurs (unions régionales, Confédération nationale de l'élevage-CNG) continuent d'accueillir les *rancheros*, tout en intégrant également des commerçants, négociants, entrepreneurs ou financiers qui investissent dans l'élevage.

Sans rôle politique ouvertement affiché, ces structures corporatistes jouent fréquemment le rôle de groupe de pression, et même, plus largement, de vivier pour les instances plus directement politiques. C'est ainsi que la plupart des membres influents des communautés locales et, notamment, leurs représentants officiels (Junta de Mejoras, Ayuntamientos, etc.) sont membres actifs des organisations d'éleveurs, et réciproquement. Que ce soit aux niveaux local, régional ou national, il existe une correspondance étroite entre les organisations d'éleveurs et les instances de pouvoir. Les dirigeants régionaux du Veracruz furent gouverneur (Rafael Hernandez Ochoa, de 1974 à 1980), député fédéral (Octavio Ochoa dans les années soixante), responsable de l'État pour l'élevage (SKERRITT, 1984). Au niveau local :

on retrouve un contrôle strict des dirigeants de l'Association locale sur les présidences municipales ou certains des postes clés (SKERRITT, 1984).

En milieu rural et dans les petites localités, la collusion est évidente, au moins à certaines périodes comme dans les années post-révolutionnaires 1950-1970, notamment, avant l'arrivée sur la scène politique des classes moyennes plus urbanisées (commerçants, instituteurs et fonctionnaires). À Xico par exemple, sur les 6 présidents municipaux de 1958 à 1976, 5 étaient membres de l'Association locale des éleveurs, et 4 en étaient les dirigeants à un moment donné.

Comment expliquer le « succès » et la permanence du groupe *ranchero* aux postes clés dans de nombreuses localités du pays, alors même que leur importance numérique ou économique ne justifie pas une telle sur-représentation ? Il semble que la diversité soit à la base de ce que l'on pourrait appeler le « système » ou le « modèle » sociopolitique des *rancheros*.

Diversité et cohésion du groupe

Le groupe naît d'une contradiction inhérente au fait *ranchero* lui-même : la nécessité d'allier à un individualisme pionnier une solidarité minimale entre « pairs », solidarité indispensable à la survie même des individus comme du groupe. En effet, une dimension souvent liée à l'émergence de *rancheros* est celle de vulnérabilité, de situation

conflictuelle voire offensive vis-à-vis des habitants antérieurs (Indiens, « barbares », etc.), dans une attitude de défense du territoire récemment acquis ou conquis.

Le groupe est constitué d'éléments très divers, qui le plus souvent ne se définissent que de manière négative face à leurs voisins. Ni paysans, ni *hacendados*, ni négociants, ils ne forment de catégorie homogène ni par les superficies qu'ils contrôlent (de 10 à 1 000 hectares), ni par les troupeaux qu'ils possèdent (de 10 à 1 000 têtes de bétail), ni par leurs richesses, etc. Il ne faut donc pas chercher une homogénéité ou des éléments d'identité stables et communs à tous, mais plutôt les ressorts qui soutiennent et alimentent la formation et la reproduction d'un groupe *ranchero*.

Dans les pratiques quotidiennes toutefois, deux types d'activités se retrouvent systématiquement chez les *rancheros* : l'élevage et le prêt hypothécaire. Le premier peut être très variable mais reste en général très extensif en terre et en travail investis. Derrière l'étiquette d'éleveur se cache une stratification sociale et économique parfois très marquée, depuis le propriétaire de quelques bêtes jusqu'au grand caféiculteur ou exportateur qui conserve une part d'élevage. Mais cette diversité est occultée au profit d'une « unité collective » qui privilégie les « valeurs » associées au mode de vie de l'éleveur (indépendance, liberté, travail... Cf. plus haut). L'élevage est ainsi promu au rang d'élément identitaire du groupe, qui permet de présenter à l'extérieur une façade unie, et dominante vis-à-vis des paysans, tout en autorisant une grande souplesse et variété dans les modes d'exploitation.

Le prêt hypothécaire, le plus souvent à taux usuraires (20 % mensuels en 1991, à mettre en relation aux 30 à 40 % annuels des prêts bancaires), est pratiqué par de nombreux *rancheros*. En plus de l'évident pouvoir économique et financier qu'il procure et représente tout à la fois, il donne l'accès aux réseaux familiaux de la localité, et renseigne le bailleur sur « l'état » socio-économique de la société locale, et donc sur ses possibilités d'influence ou d'intervention (HOFFMANN, 1989).

Les *rancheros* pourraient se définir par leur place charnière dans la société rurale locale. « Charnière », plus que « moyen » ou « intermédiaire », sous-entend un rôle actif, une dynamique qui s'alimente à plusieurs pôles. Entre les Espagnols et les Indiens, entre les *hacendados* et les paysans, entre les négociants et les petits producteurs, les *rancheros* ont réussi à se construire un espace propre, espace politique et symbolique autant que matériel, notamment économique et foncier. Ils ont su s'appuyer sur la terre, sur le patrimoine foncier, sur un espace local délimité, pour développer

tout un faisceau de relations et d'obligations qui leur assure stabilité et reconnaissance.

Les liens à la terre développés par les *rancheros* sont multiples : exploitation pour la production, contrôle des hommes et de la main-d'œuvre, assise foncière pour la conquête du pouvoir politique, spéculation foncière, reproduction et consolidation du groupe ou de la communauté, subsistance ou expansion... Les stratégies foncières ou de production sont de ce fait assez diverses d'une région à l'autre, d'une époque à l'autre, d'un individu à l'autre. Il existe toutefois des constantes : le plus souvent venu d'ailleurs, Espagnol récemment immigré à Xico ou métis migrant du Michoacan, le *ranchero* s'enracine volontairement dans un espace local, s'inclut dans un groupe ou dans une communauté (même si elle n'est pas physiquement réunie au sein d'un même village), et s'inscrit dans des jeux de confrontations et d'alliances avec les groupes et individus déjà installés, paysans, propriétaires, commerçants ou *hacendados*.

À Xico par exemple, les éleveurs constituent un groupe réduit et fermé, qui tisse la plupart de ses relations sur la base d'une territorialité restreinte. L'endogamie était encore strictement respectée dans les années soixante-dix : seules étaient réalisées les alliances entre membres de familles possédant des terres dans le *municipio* de Xico, en excluant même les familles d'éleveurs ou de propriétaires des *municipios* voisins. Les alliances matrimoniales s'inscrivaient ainsi dans des stratégies foncières et territoriales bien définies qui ne dépassaient pas le cadre local. Depuis une quinzaine d'années, le groupe *ranchero* local a tendance à s'ouvrir légèrement sur l'extérieur, en n'incluant toutefois que des membres de familles *rancheras* de la région (HOFFMANN, 1991).

À un autre niveau, la plupart des relations ou alliances de type commercial ou de négoce se nouent principalement entre familles résidentes dans le *municipio* de Xico, alors même que les conditions générales de communication matérielle et économique pourraient donner lieu à l'établissement de réseaux beaucoup plus vastes et diversifiés (la capitale de l'État de Veracruz n'est qu'à une demi-heure de trajet), comme c'est d'ailleurs le cas dans les bourgs voisins qui n'abritent pas de fortes communautés *rancheras*.

À Xico l'espace local et quotidien tient lieu d'espace social et économique, et l'univers *ranchero* se limite au groupe et à ses subordonnés réels ou supposés. Les éleveurs s'impliquent dans les activités publiques par des contributions financières ou matérielles, s'attachant au « progrès » du *pueblo* (terme qui traduit à la fois « village » et « peuple ») auquel ils s'assimilent volontiers dans l'ordre symbolique. Le *ranchero* est proche de « ses gens », et participe à leurs festivités et démonstrations civiles ou religieuses.

Discrets au moment de leur installation, bien insérés dans la société locale, les *rancheros* se retrouvent à un moment donné en situation privilégiée dès qu'un conflit ou un affrontement se précise entre les groupes extrêmes de la localité, le plus souvent entre paysans et *hacendados*. Ils jouent alors, selon les cas, le rôle de représentant des communautés villageoises, d'autorité élue ou nommée, de porte-parole plus ou moins imposé par les uns ou par les autres face à la société extérieure, et notamment face à l'État. Le *ranchero* s'assimile à la société locale, en connaît toutes les nuances même s'il se démarque nettement des paysans majoritaires en nombre, et des latifundistes ou *hacendados* dominants. Il est l'intermédiaire idéal pour gérer les relations entre la communauté et le monde extérieur. En ce sens, il est un « notable » comme il en existe dans nombre de sociétés, c'est-à-dire une personnalité capable de parler au nom de la communauté sans pour autant s'identifier pleinement aux problèmes ressentis par « le peuple » (*el pueblo*).

Cette capacité de médiation lui vient de son ambiguïté originelle : il se revendique du lieu dans lequel il a investi, dans tous les sens du terme, mais n'oublie pas pour autant ses racines « étrangères » (au village ou au bourg) qui lui ont ouvert les portes du groupe *ranchero*. « Le notable tient une partie de son pouvoir de l'extérieur », ce qui assure une marge de manœuvre indispensable à sa survie politique, en le libérant de l'emprise d'un ou de quelques clans locaux. Mais en même temps, « le notable est inséré directement ou par alliance dans une famille locale. Avant d'être politique, son autorité relève d'abord d'une logique familiale ». (MARIE et VIARD, 1989). Historiquement, nombreux sont les *rancheros* à avoir rempli ce rôle d'intermédiaire, de médiateur politique, et à en avoir tiré profit, personnellement ou socialement parlant (*cf. supra* et, en particulier, SHRYER, 1986). Si les *rancheros* apparaissent comme des notables dans les relations entre la société locale et le monde environnant, ils ont en revanche un fonctionnement très corporatiste dès que leurs intérêts directs sont en jeu.

Le groupe et ses extrêmes : souplesse et pragmatisme

L'hétérogénéité du groupe, soulignée à maintes reprises, implique une grande souplesse dans les stratégies individuelles ou collectives des *rancheros*, qui peuvent varier brusquement ou au contraire persister identiques à elles-mêmes sur plusieurs générations. Les jugements portés sur les *rancheros* par leurs contemporains ou par des observateurs sont à cet égard révélateurs du trouble et de l'incompréhension qu'ils suscitent : conservateurs ou révolutionnaires,

réticents à toute modernisation technique ou moteur de développement local, « têtus réactionnaires » ou partenaires sociaux de premier ordre, ils sont tour à tour fustigés ou protégés par les autorités politiques et administratives, selon les époques et les intérêts immédiats de chaque partie.

En fait, le groupe *ranchero* est composé d'une masse d'éleveurs qui adoptent des positions tranchées en cas de nécessité, mais restent le plus souvent dans l'expectative. Ils se veulent avant tout porteurs et défenseurs des valeurs traditionnelles que sont la propriété, la famille, le travail, l'individu, la religion, l'ordre, etc. Ils sont en quelque sorte les gardiens des valeurs fondatrices et fondamentales, qui assurent les processus élémentaires de domination (économique, sociale, etc.) sur les paysans et classes jugées « inférieures » en reproduisant une idéologie conservatrice *ranchera*.

Les leaders *rancheros*, tout en affichant les mêmes convictions que leurs associés, évoluent dans un espace social plus élargi. L'endogamie est moins stricte que dans les cas cités ci-dessus, avec parfois des alliances matrimoniales extra-locales et extra-*rancheros*, et des relations sociales et économiques se tissent plus facilement avec les membres d'autres communautés ou groupes de la région, comme les négociants, industriels ou hommes politiques selon les cas.

Ce petit groupe dominant assume les relations avec la bourgeoisie urbaine et la bureaucratie d'État. Par là même, il garantit l'échange et l'ouverture minimale nécessaires à la reproduction du groupe local, à travers sa reconnaissance par les acteurs extérieurs. Souvent mieux placés économiquement que les autres *rancheros*, ces responsables sont les seuls à disposer, ou prétendre disposer, du savoir et du pouvoir indispensables aux négociations avec l'extérieur. Ils s'approprient ainsi le poids politique que leur confère la représentation de « la base » *ranchera*.

À l'intérieur du groupe *ranchero*, la stratification (caricaturée ici à l'extrême), acceptée et reproduite par l'ensemble de ses membres qui y trouvent des compensations, autorise des jeux d'oppositions qui assurent la flexibilité et l'adaptabilité du système. Au conservatisme culturel et social de la base peuvent ainsi correspondre des initiatives « novatrices » du sommet, éventuellement des renversements d'alliance politique ou des propositions techniques modernisatrices, dans la mesure où la cohésion locale est assurée. Un tel modèle, loin d'être réducteur, souligne au contraire toute la complexité du fonctionnement du groupe *ranchero* : personne n'est lié par des positions rigides dans la défense des intérêts communs. Un même individu peut adopter des comportements contradictoires, en se retranchant dans tous les cas derrière une même « éthique » *ranchera*. C'est d'ailleurs cette possibilité, largement exploitée, qui teinte

d'opportunisme et de pragmatisme la plupart des comportements *rancheros* sur le long terme. Aujourd'hui associé à l'industriel de la région pour capter et commercialiser la production paysanne, il peut, demain, s'allier à la coopérative paysanne locale ou la soutenir s'il y trouve son intérêt, financier ou politique. Aujourd'hui membre actif de tel parti politique, il peut demain soutenir plus ou moins discrètement le parti adverse, ou s'arranger pour s'y faire représenter par un parent ou par un « confrère ». Les périodes électorales récentes (1988) ont ainsi donné lieu à tout une série de manipulations ou de tractations, par lesquelles les *rancheros* cherchaient à s'assurer une « place au soleil » quelle que soit l'issue du scrutin, qui, pour la première fois, n'était pas donnée d'avance. À Xico par exemple, la principale famille *ranchera* de la localité était représentée dans chacun des deux partis en présence (PRI, Parti révolutionnaire institutionnel, et PPS, Parti populaire socialiste). C'était la première fois qu'un de ses membres optait publiquement pour un parti autre que le PRI, parti officiel au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle.

Par rapport aux autres groupes sociaux dominants clairement identifiés dans le monde rural, au moins dans le Veracruz (négociants, entrepreneurs agro-industriels, bureaucratie d'État), seuls les *rancheros* possèdent cette souplesse d'action. Ce pragmatisme débouche sur une organisation des *rancheros* en groupuscules constitués autour d'objectifs immédiats, sans impliquer d'alliance à long terme ni de communauté plus vaste d'intérêts. Ils peuvent avoir des durées de vie assez courtes, et se dissoudre ensuite sans porter atteinte à la cohésion et à la continuité du groupe dans son ensemble.

CONCLUSION

La figure du cow-boy nord-américain, souvent une caricature du *ranchero*, si familière grâce à sa diffusion sur le grand écran, a en fait une histoire courte : elle naît et disparaît au cours du XIX^e siècle, suivant des processus rapides et extrêmement violents. Selon STRICKON (1965), le développement du capitalisme impliquait l'élimination physique du *ranchero*. La littérature au Mexique souligne également le XIX^e siècle comme la période fondamentale de formation et consolidation du groupe *ranchero* (SKERRITT, 1991-a). Cependant, dans ce dernier cas, les *rancheros* ont connu un processus à la fois plus précoce et plus lent que leurs voisins du Nord. Ils ont eu à composer avec la propriété privée et mesurée bien avant que les cow-boys ne subissent le choc de l'avènement du chemin de fer, de l'agriculture et des marchés.

Seule une perspective comparative, sur le long terme, permet de comprendre la permanence et l'apparente résistance au changement des *rancheros* mexicains, notamment dans le Veracruz. Si les premières années du xx^e siècle sonnent le début de la fin du *ranchero* nord-américain, elles représentent au contraire un point culminant dans le long et fluctuant processus de formation du *ranchero* mexicain. C'est l'époque où il s'affirme enfin comme propriétaire terrien, doté d'un patrimoine individuel, familial et même collectif (« les valeurs *rancheras* »), en même temps qu'il montre sa capacité à occuper une place prépondérante au sein de la société et des structures politiques locales, déplaçant au besoin les anciens dominants latifundistes.

Les notions d'hétérogénéité et de diversité sont les seules à même d'expliquer certains comportements individuels, et en même temps de rendre compte des dynamiques passées et actuelles du groupe *ranchero*. L'ancrage local et territorial des *rancheros* est le fondement indispensable à la création et la reproduction du groupe. La défense du territoire contre les êtres jugés inférieurs (Indiens, paysans, barbares) d'un côté, contre les agents perçus comme « extérieurs » (*hacendados*, appareils d'État) de l'autre, a été une des raisons de l'émergence des *rancheros* en tant que groupe. Aujourd'hui encore, elle est un des principaux thèmes de mobilisation pour l'ensemble des éleveurs qui s'opposent aux paysans sollicitant de nouvelles dotations agraires, et revendiquent la sécurité foncière auprès du gouvernement.

Il est important de souligner l'impossible définition de ce groupe pourtant omniprésent dans les campagnes mexicaines. Certes il est toujours possible de coller des étiquettes, comme celle de « petite bourgeoisie rurale » ou de « moyen producteur », ou encore d'établir des moyennes sur tel ou tel aspect matériel : superficie de terres, taille du troupeau, etc. Mais on n'arriverait en tout état de cause qu'à des approximations qui ne serviraient pas la compréhension de ce groupe. Face au danger du nominalisme, toujours réducteur, nous avons préféré garder le terme *ranchero*, dont la polysémie a l'avantage d'illustrer la diversité du groupe.

Xalapa, mai 1991

REMERCIEMENT :

Les auteurs tiennent à remercier Danielle Zaslavski qui a traduit de l'espagnol au français une grande partie du texte original.

BIBLIOGRAPHIE

ACOSTA DOMINGUEZ (R. M.), 1982. *La Orduña: historia de una hacienda del siglo XVII-XX*, Xalapa, th. Univ. Veracruzana.

- BERMUDEZ GORROCHOTEGUI (G.), 1987. *El Mayorazgo de la Higuera*, Xalapa. Univ. Veracruzana.
- BISHKO (Ch. J.), 1952. « The peninsular background of Latin American cattle ranching », *Hispanic American Historical Review*, vol. XXXII, n° 4.
- CHAMOUX (M. N.), DEHOUE (D.), GOUY-GILBERT (C.) et PEPIN-LEHALLEUR (M.) (éd.), *à paraître. Prêter et emprunter au Mexique, XVI-XX^e siècles*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme.
- FOWLER SALAMINI (H.), 1979. *Movilización campesina en Veracruz, 1920-1938*, México, Siglo XXI.
- GARCIA MARTINEZ (B.), 1987. *Los pueblos de la sierra : el poder y el espacio entre los indios del norte de Puebla hasta 1700*, México, Colegio de México.
- HOFFMANN (O.), 1988. « Estrategias agrarias y poder local en la sierra de Veracruz : el control del espacio municipal » in *XLVI Congrès international des Américanistes*, Amsterdam, 4-8 juillet 1988.
- HOFFMANN (O.), *à paraître*. « Crédit et prêt hypothécaire dans une zone cafetière du Veracruz (Mexique). sous le Porfiriat » in CHAMOUX et al.
- HOFFMANN (O.), 1991. *Xico, terres de rancheros. Un siècle d'histoire agraire dans le centre Veracruz (Mexique)*, Paris, Orstom, multigr., 350 p.
- KATZ (F.), 1990. « Los motivos agrarios de la Revolución en Chihuahua ». Communication au colloque *El mundo rural mexicano a través de los siglos*, 16-19 mai 1990, Universidad de Guadalajara, Guadalajara, Mexique.
- LEEDS (A.) et VAYDA (A. P.) (éd.), 1965. *Man Culture and Animals*, Washington DC. American Association for the advancement of science.
- LEON FUENTES (N.), 1983. *Conformación de un capital en torno a la cafeticultura en la región Xalapa-Coatepec, 1890-1940*, Xalapa, th. Univ. Veracruzana.
- LLOYD (J.-D.), 1987. *El proceso de modernización capitalista en el noroeste de Chihuahua (1890-1910)*, México, Univ. Iberoamericana.
- MARCHAL (J.-Y.) et PALMA (R.), 1985. *Análisis gráfico de un espacio regional, Veracruz, Xalapa*, Inireb-Orstom.
- MARIE (M.) et VIARD (J.), 1989. *La campagne inventée*, Actes Sud, Hubert Nyssen éd., 228 p.
- RIVADENEYRA DE GUEVARA (C.), 1972. *Alto Lucero : monografía*, Xalapa, Veracruz, Mexique, édition particulière, 70 p.
- RIVIERE (P.), 1972. *The forgotten frontier*, New York. Holt, Rinehart & Winston.
- SCHRYER (F.), 1986. *Los rancheros de Pisaflores*, México, ed. Era.
- SKERRITT (D.), 1984. « Ganaderos, catalistas del conflicto agrario » in *Los movimientos sociales en el Golfo*, séminaire, Xalapa, IIS-Unam y CIH-UV.
- SKERRITT (D.), 1989. *Una historia agraria en el centro de Veracruz (1850-1940)*, Xalapa, Univ. Veracruzana.
- SKERRITT (D.), 1991-a. « Rancheros y capas medias en la historia de México: unas reflexiones », *Anuario del CIH*, n° 7, Xalapa.
- SKERRITT (D.), 1991-b. « La atracción de la ganadería » in *La ganadería en Veracruz*, séminaire, Xalapa, 3-4-5 septembre 1991.
- SKERRITT (D.), *à paraître. Rancheros sobre la tierra fértil*, Xalapa, Univ. Veracruzana.
- STRICKON (A.), 1965. « The Euro-American ranching complex » in LEEDS et VAYDA (éd., 1965).